

Questions Orales

L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, on m'apprend que M. Burke, le nouveau président, s'entretiendra effectivement avec les gens qui font la grève sur le tas afin de se mettre au courant des problèmes et mieux comprendre leurs points de vue. Je suppose que le député voudrait lui laisser le temps d'élaborer sa stratégie avant d'agir. Il pourra peut-être convaincre les travailleurs de quitter les bureaux de DEVCO.

M. Dingwall: Je remercie le ministre de sa réponse.

ON DEMANDE QUE LE MINISTRE RENCONTRE LES
REPRÉSENTANTS SYNDICAUX

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, j'ai parlé au nouveau président, M. Burke, il y a une heure. Il s'est déjà entretenu avec les sept chefs ouvriers et ils ont convenu de mettre fin à l'occupation des bureaux de la direction si effectivement . . .

M. le Président: A l'ordre. J'espère que le député a une question à poser.

M. Dingwall: Le ministre est-il disposé à rencontrer le nouveau président et les chefs ouvriers immédiatement? S'il donne une réponse affirmative, ils consentiront à évacuer les bureaux. C'est maintenant au ministre de prendre une décision.

L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je ne suis pas au courant—du moins on ne m'a pas fait savoir—que M. Burke avait tenté de communiquer avec moi. Cela se peut, mais je ne le savais pas. Mes collaborateurs ont communiqué avec le président du conseil d'administration de DEVCO afin de savoir si les membres du conseil d'administration ou mes collaborateurs ne pourraient pas jouer un rôle utile en vue de régler le problème. Toutefois, je peux assurer au député que nous tiendrons compte de sa recommandation. Nous espérons régler le problème de façon satisfaisante et je peux l'assurer de ma plus étroite collaboration.

* * *

LES PÊCHES

LA PÊCHE AU SAUMON SUR LA SKEENA

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Pêches et des Océans, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il sait parfaitement que son gouvernement a créé une situation dangereuse à l'égard de la pêche au saumon en Colombie-Britannique et particulièrement sur la Skeena. Le ministre a-t-il une politique sur l'amélioration et la répartition à révéler au Canada et à la Chambre, ou attend-il que la politique concernant les pêches soit mise sur pied par les tribunaux et les médias?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je crois pouvoir répondre à la question du député. Plus que n'importe quel autre député, il doit savoir que le 5 mai, le ministre des Pêches et moi avons rencontré toutes les parties intéressées par la pêche du saumon. Nous avons mis sur pied un comité de travail conjoint pour étudier les questions concernant la conservation, la préservation et l'amélioration de la pêche ainsi qu'un plan de cogestion. Je me rappelle que le député a applaudi cette initiative à l'époque.

LE PROJET DE COGESTION—ON DEMANDE QUE DES MINISTRES
PARTICIPENT À UNE RENCONTRE PUBLIQUE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, le ministre se rappelle certainement que son collègue des Pêches et des Océans a été expulsé de la réunion et que le projet de cogestion a été retiré publiquement. Le ministre participera-t-il avant la fin de juin à une rencontre publique avec le ministre des Pêches et des Océans dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique, ou cette question n'est-elle pas assez importante pour que les deux ministres l'inscrivent à leur ordre du jour?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le député a absolument tort de prétendre que le ministre des Pêches a été expulsé de la réunion et que le plan de cogestion a été retiré. C'est absolument faux. On peut dire que le processus de consultation se déroule assez bien. Une des difficultés à surmonter portait sur les doutes que la valeur juridique des quatre règlements nous inspiraient. Comme le député le sait, j'ai pris récemment des mesures pour lever les incertitudes juridiques entourant ces règlements pendant que les discussions et les consultations avec le groupe de travail conjoint se dérouleront. Je souhaite que le député cesse de faire de la politique autour de cette question et qu'il collabore avec nous.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES TRAVAUX PUBLICS

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DU PROGRAMME
FÉDÉRAL D'ALIÉNATION DES PROPRIÉTÉS EXCÉDENTAIRES

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. Dans le cadre du programme fédéral d'aliénation des propriétés excédentaires, les Phases I et II sont déjà en marche depuis quelques mois.